

SANTE, L'ETAT D'URGENCE

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission* Objectif Monde

Patrick Pelloux, vous êtes médecin urgentiste, vous êtes aussi président de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France. C'est un syndicat qui regroupe les médecins urgentistes hospitaliers.

5 En fait, ce reportage ne vous apprend rien, cela fait des années que vous tirez la sonnette d'alarme.

Patrick Pelloux, *médecin urgentiste*

C'est, c'est un reportage qui est très bien fait et, en effet, ça... ça... ça ne m'apprend rien. Nous avons une crise hospitalière qui est évidente et à l'intérieur de la crise hospitalière, une crise sociale qui est vraiment majeure. Vous le rappelez fort justement dans votre reportage le nombre de suicides, mais qui

10 touche de grandes catégories, comme ça, des services publics en France : ça rejoint les problématiques des enseignants, de la police. Donc c'est vraiment quelque chose qui est très difficile et en effet, vous le dites, il y a eu un espèce de basculement avec la loi Bachelot¹...

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission* Objectif Monde
2009

15 **Patrick Pelloux**, *médecin urgentiste*

... 2009, 2008-2009...

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission* Objectif Monde

... où l'hôpital devient une entreprise...

Patrick Pelloux, *médecin urgentiste*

20 ... l'hôpital-entreprise, avec cette espèce de truc délirant de dire : « l'hôpital est une entreprise », voilà.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission* Objectif Monde

On va tarif..., la tarification.

Patrick Pelloux, *médecin urgentiste*

Et la tarification à l'activité, le nouveau management, les directeurs deviennent des vrais directeurs, etc.

25 Et on supprime *larga manu*² des hôpitaux, du personnel, etc. On regroupe et tout. On a cassé un truc. Et l'hôpital a été résistant, puisqu'en gros c'était il y a dix ans. Et c'est long dix ans, et en fait, et c'est aujourd'hui, où vraiment on coule.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission* Objectif Monde

... ça s'écroule, ça craque.

30 **Patrick Pelloux**, *médecin urgentiste*

Oui, oui, ça craque.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission* Objectif Monde

Julie, c'est effectivement bien ce que vous montrez dans votre reportage, comment on a essayé de transformer l'hôpital public en une entreprise lambda.

35 **Julie Pichot**, *journaliste indépendante*

Ben, c'est ça. L'hôpital qui devient une entreprise avec des objectifs de rentabilité, et c'est ça le gros problème, la fameuse tarification à l'acte, c'est 70% - je crois - des recettes de l'hôpital.

Patrick Pelloux, *médecin urgentiste*

Ouais, ouais, même plus, c'est passé à 90%.

40 **Julie Pichot**, *journaliste indépendante*

Même plus, c'est passé à 90%, il faut que je revoie mes chiffres. Mais on met la pression, en fait, au personnel pour être de plus en plus rentable, faire de plus en plus d'actes et c'est ça qui est dramatique. Ça ne devrait pas être le cas pour un service public.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission* Objectif Monde

¹ La loi ayant pour objet la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires est une loi française promulguée le 21 juillet 2009. Elle a été préparée fin 2008 par la ministre de la Santé Roselyne Bachelot. L'objectif de cette nouvelle réforme hospitalière était de ramener les hôpitaux publics à l'équilibre budgétaire en 2012.

² Expression latine qui veut dire d'une main large, largement.

45 Julie, dans votre reportage, il y a une longue séquence qui est consacrée à l'hôpital pour les enfants de Toulouse, où récemment, tous les médecins ont démissionné de leurs fonctions administratives ...

Julie Pichot, *journaliste indépendante*

Oui, c'est ça.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission Objectif Monde*

50 ... c'est un signal très fort.

Julie Pichot, *journaliste indépendante*

C'est un signal très fort. Cet hôpital, enfin tous les médecins ont démissionné en écrivant une lettre au directeur, en affirmant qu'ils n'avaient plus les moyens de soigner. C'est-à-dire qu'on en est arrivé là aujourd'hui, quand même. Et je sais qu'il y a des services de radiologie qui se mettent en grève aussi ...

55 **Patrick Pelloux**, *médecin urgentiste*

Oui ...

Julie Pichot, *journaliste indépendante*

... dans les prochains jours, donc voilà, il y a des médecins à l'hôpital des enfants et plein d'autres services qui se mettent en grève.

60 **Dominique Laresche**, *présentatrice de l'émission Objectif Monde*

Et ce qui est incroyable, c'est que cet hôpital de Toulouse, c'est un hôpital de pointe dont vous parlez. On pourrait imaginer que ça va bien dans des hôpitaux qui sont à la pointe.

Julie Pichot, *journaliste indépendante*

65 Mais les médecins soignent bien dans cet hôpital, comme dans beaucoup d'hôpitaux. Après la question à se poser, c'est : est-ce qu'on peut, est-ce qu'on a les moyens de bien soigner quand on a fait une garde de vingt-quatre heures ? C'est ça, en fait.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission Objectif Monde*

70 Alors, récemment le gouvernement français a annoncé des mesures pour remettre ou tenter de remettre l'hôpital public sur pied. Parmi ces mesures, eh bien, il y a une hausse de budget de 1,5 milliard d'euros, il y a la reprise partielle de la dette des hôpitaux à hauteur de 10 milliards d'euros sur trois ans, et puis il y a des primes, une enveloppe pour acheter du matériel et puis aussi des primes pour les personnels qui travaillent en région parisienne. Patrick Pelloux, ce plan d'urgence, il est à la hauteur, selon vous, de la gravité de la situation ?

Patrick Pelloux, *médecin urgentiste*

75 Alors, euh, pas du tout ! Alors, pas du tout, parce qu'en fait c'est un plan qui est fait pour la technostructure. C'est-à-dire qu'on a l'impression que la technostructure s'est fait plaisir. Elle a résolu une partie de ses problèmes. Son problème, c'était le déficit parce que depuis, bref, des traités européens, on vit sous le couperet des déficits.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission Objectif Monde*

80 Oui, c'est pas beau de dire qu'on a des déficits. C'est un gros mot.

Patrick Pelloux, *médecin urgentiste*

85 Voilà, voilà. Donc déficits, et donc les directeurs, ils réussissent à résoudre un de leurs problèmes : les déficits. Après, ils ont réussi, là, à faire un plan sans répondre aux demandes des professionnels qui était une augmentation de salaire, de salaire net de 300 euros par mois. Là, qu'est-ce qu'ils font ? Ils balancent des primes, mais un nombre de primes, alors il y a des primes parce que c'est difficile de se loger, il y a des primes pour les infirmières spécialisées, etc. Les primes pleuvent.

Julie Pichot, *journaliste indépendante*

Surtout que c'est étonnant, parce qu'on a du mal à se loger à Paris, en Ile-de-France, mais aussi dans d'autres villes.

90 **Patrick Pelloux**, *médecin urgentiste*

Mais partout. Donc, du coup, du coup au lieu de calmer la grogne, ils ont mis du kérosène dans la cheminée, d'accord. Donc, ça a relancé l'incendie, en fait. Et ça ne répond pas, parce que, ce qu'on demandait aussi c'était les réouvertures de lits. Et vous remarquerez que dans leur plan, soigneusement et judicieusement, alors ils essayent parce qu'ils se sont aperçus qu'en termes de com, ils ont fait une erreur, donc là ils rament un petit peu là depuis, en disant : « non, non, mais on va rouvrir des lits, là où

ce sera nécessaire ». Bon, l'année dernière, ils ont fermé 1800 lits, comme ça. C'est considérable. À l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, à Paris, vous avez 900 lits qui sont fermés par manque de personnel. Parce que, par exemple, la France, le salaire d'une infirmière est au 28^e rang de l'échelle des salaires de l'OCDE.

100 **Julie Pichot, journaliste indépendante**

Bien sûr.

Patrick Pelloux, médecin urgentiste

Donc, c'est, c'est terrible, le retard social. Et en fait, il n'y a rien pour le social et les personnels. Ce qui fait que tout le monde est très déçu, en fait, de ces annonces. Mais c'est des annonces, attention, moi je suis contribuable comme vous, je les entends. Je me dis mais où, puisqu'on enlève...

105 **Dominique Laresche, présentatrice de l'émission Objectif Monde**

Parce que ça vient de l'impôt quand même ?

Patrick Pelloux, médecin urgentiste

... de la dette des hôpitaux, ça va venir de l'impôt. Ces dix milliards, ils vont pas, ils tombent pas, de toute façon, on n'exporte plus, donc il faut bien qu'ils viennent de que(l)que part ces milliards, ils creuseront le déficit de l'impôt, voilà.

110 **Dominique Laresche, présentatrice de l'émission Objectif Monde**

Julie Pichot, ces annonces, elles sont loin d'être satisfaisantes par rapport...

Julie Pichot, journaliste indépendante

115 Alors, moi je n'ai pas à les juger. Moi, je suis journaliste. Donc on n'a pas la même position. Mais je vous rejoins sur la fermeture des lits, ça c'est un vrai problème.

Patrick Pelloux, médecin urgentiste

Ah oui.

Julie Pichot, journaliste indépendante

120 Ça, c'est un vrai problème. Moi quand j'ai tourné dans les services d'urgences et notamment à l'hôpital de Creil³, je voyais donc des urgentistes qui avaient, qui s'occupaient de patients qui étaient là depuis quatre jours, qui avaient besoin d'aller en cardiologie, qui ne pouvaient pas y aller parce qu'il n'y avait plus de lits disponibles en cardiologie. C'était aberrant, mais je pense que les annonces, bien sûr qu'elles ne sont pas suffisantes, je vous rejoins totalement...

125 **Patrick Pelloux, médecin urgentiste**

Depuis que vous avez tourné – Creil, c'est un exemple – Creil, il y a quelques années, ils construisent à Creil un bâtiment flambant neuf de quatre étages. Tout neuf, tout neuf. Ça coûte des millions, d'accord, pour faire la nouvelle maternité. Et là, au printemps dernier, ils décident de fermer la maternité.

Julie Pichot, journaliste indépendante

130 Oui.

Patrick Pelloux, médecin urgentiste

Voilà. Maternité qui était vraiment une maternité importante, avec de la réanimation. Les femmes étaient très contentes, en plus de cela, ils faisaient un travail social énorme parce qu'il y a un fort communautarisme islamique sur Creil, d'un coup ça accompagnait les femmes, ça aidait tout le monde, etc. Ils ont tout fermé, ils ont dit aux gens : « vous allez à 30 kilomètres » !

135 **Julie Pichot, journaliste indépendante**

Non, mais c'est ça qui est aberrant. C'est que moi j'ai l'impression quand même que, alors nous journalistes, on essaie de vous donner la parole en faisant des enquêtes...

Patrick Pelloux, médecin urgentiste

140 Oh, ça sert plus à rien !

Julie Pichot, journaliste indépendante

Et ... Mais j'ai l'impression qu'on ne les entend pas, ces soignants.

Patrick Pelloux, médecin urgentiste

³ Creil est une ville française située en région Hauts-de-France, au nord de la région parisienne. Elle compte près de 35 000 habitants.

Ah non, non.

145 **Julie Pichot**, *journaliste indépendante*

C'est-à-dire que là, quand même en France, il y a une grève inédite de plusieurs services depuis huit mois, je sais pas.

Dominique Laresche, *présentatrice de l'émission Objectif Monde*

150 Patrick Pelloux, qu'est-ce que vous préconisez, vous ? Carrément de revoir cette loi de 2009 ? Qu'est-ce que vous préconisez ?

Patrick Pelloux, *médecin urgentiste*

155 Faut abroger cette loi de 2009. La loi Bachelot, faut l'abroger, de toute façon. Parce qu'en plus de cela, vous avez un télescopage de lois maintenant : parce que vous avez la loi Bachelot qui disait l'individualisme, la culture néolibérale dans l'hôpital, puis vous avez la loi Touraine⁴ qui a dit : « faut travailler ensemble ». Vous avez deux lois contradictoires qui se télescopent. C'est pour ça qu'ils y arrivent pas. Et là, vous avez une troisième loi qui arrive, qui est « Ma santé 2022 », la loi voulue par Buzyn⁵ et Édouard Philippe. Donc les lois se télescopent donc on n'y comprend plus rien.

⁴ Loi portant le nom de la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, aussi appelée loi de modernisation du système de santé ou loi Santé. Elle est promulguée en janvier 2016.

⁵ Ancienne ministre de la Santé du premier gouvernement d'Emmanuel Macron, dirigé par Édouard Philippe. Elle est aujourd'hui remplacée par Olivier Véran.